

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7

Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Télé. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590

cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

**RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE NATIONALE
AU
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL**
Ottawa, Ontario
Les 14 et 15 décembre 2022

Consœurs, confrères et amis,

Cet automne a été incroyablement occupé. Le nombre d'activités en personne a continué d'augmenter, et ce fut merveilleux de revoir autant de membres après plus de deux ans de rassemblements virtuels. Nous avons manifestement besoin de ces contacts en personne pour alimenter les travaux de notre syndicat et de notre mouvement. Je suis fière que le SCFP continue de donner la priorité à la santé et à la sécurité des membres et du personnel pendant que nous apprenons à nous adapter à la pandémie avec des politiques sur la COVID-19 qui suivent les recommandations des scientifiques et de la santé publique.

En ce début de ma deuxième année en tant que votre secrétaire-trésorière nationale, je tiens à souligner à quel point je suis inspirée par tout ce que vous faites pour organiser et riposter dans vos régions. Je suis très fière de tout le travail incroyable que vous faites aux tables de négociation, dans les campagnes communautaires et sous les yeux du public. La hausse rapide des taux d'intérêt, l'inflation écrasante et le travail en première ligne d'une pandémie qui n'en finit plus continuent de rendre la vie très difficile aux membres du SCFP. Vos efforts de négociation et de mobilisation à travers le pays démontrent, au quotidien, à quel point il est important d'avoir un syndicat fort derrière les travailleurs et les travailleuses.

J'ai eu le plaisir de participer à ma première rencontre Canada–États-Unis de l'ISP aux côtés de Mark cet automne. La réunion était organisée par le SCFP, car nous sommes le syndicat titulaire pour le Canada. C'était bon d'entendre parler des défis, mais aussi des victoires, des syndicats du secteur public dans les deux pays. Ce sera un plaisir de travailler avec l'ISP dans les années à venir.

MARK HANCOCK

National President/Président national

CANDACE RENNICK

National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorière nationale

PATRICK GLOUTNEY, FRED HAHN, JUDY HENLEY, SHERRY HILLIER, LEE-ANN KALEN

General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Ce fut un privilège de pouvoir assister en personne aux congrès du SEH et de la division du Manitoba cet automne, présidés par deux femmes inspirantes, Barb Nederpel et Gina McKay. Félicitations à Barb pour sa réélection à la présidence ! Et je félicite Gina pour le travail acharné qu'elle mène pour reconstruire une solide division manitobaine. Le congrès du Manitoba s'est attaqué à de nombreux enjeux cruciaux pour nos membres là-bas.

J'étais également ravie de participer à distance à la Réunion des présidences de l'Î.-P.-É. et de recevoir des nouvelles directement d'elles. Les événements en Ontario m'ont empêchée d'y assister en personne comme prévu, mais je suis reconnaissante de l'accueil virtuel chaleureux qu'on m'a réservé et de la possibilité de communiquer à distance avec ces gens.

Pas plus tard que la semaine dernière, j'ai assisté au colloque des droits de la personne du SCFP-Québec à Trois-Rivières. On m'a invité à parler des importants travaux sur le milieu syndical sécuritaire. Sur une note personnelle, j'ai été incroyablement émue de pouvoir être au Québec le 6 décembre, jour anniversaire de la tuerie de l'École Polytechnique de Montréal. Le 6 décembre nous rappelle le caractère essentiel du travail que nous devons faire au sein de notre syndicat pour éliminer la violence fondée sur le genre.

Budget

Avant de vous présenter mon premier budget à titre de secrétaire-trésorière, je tiens à remercier les régions et les divisions à travers le pays pour leur collaboration. Grâce à l'augmentation prévue des recettes, nous sommes en mesure de présenter un budget solide contenant d'importants investissements en ressources. Naturellement, nous ne pouvons pas répondre à toutes les demandes de toutes les régions, mais mon bureau a travaillé fort pour répondre équitablement aux principaux besoins et priorités. Nous avons augmenté les ressources pour les campagnes à frais partagés, afin de soutenir le travail incroyable qui se déroule dans chaque région, et nous avons engagé de nouvelles ressources en personnel pour chaque service. Nous avons également amélioré la Caisse de défense et les ressources d'organisation. Je suis fière des investissements que nous faisons pour que le SCFP puisse répondre aux besoins de notre base en pleine croissance.

Grèves et lock-out

Mark et moi avons rendu visite aux débardeurs du port de Québec qui sont en lock-out depuis septembre. Au moment de la rédaction de ce rapport, les membres de la section locale 2614 demeurent en lock-out. Ils luttent pour se prémunir contre les concessions oppressives que recherche l'employeur.

Toujours au Québec, les 150 employés de la Société québécoise du cannabis sont toujours sur les lignes de piquetage sans règlement en vue. Nous travaillons dur pour trouver une solution négociée satisfaisante.

La section locale 1690, Municipalité de Ste-Julie a déclenché une journée de grève pour faire pression sur son employeur.

Nous n'avons pas eu l'occasion de rendre visite aux grévistes de l'Université Dalhousie avant qu'ils ne décrochent un règlement qui inclut d'importantes augmentations salariales.

Nos membres à l'Université McMaster de Hamilton en Ontario, ont entamé une grève le 21 novembre. Les points en litiges sont les salaires, le financement et l'accès au travail, ainsi que la hausse des frais de scolarité qui gruge considérablement leurs revenus. Au moment de la rédaction de ce rapport, je n'ai pas encore eu l'occasion de visiter leur ligne de piquetage.

« Protestation politique » en Ontario

Nos membres de l'éducation en Ontario ont été contraints de mener une « protestation politique » contre le projet de loi 28, profondément inconstitutionnel, qui leur imposait un contrat de concession et leur enlevait le droit de grève. Leurs efforts ont fait les manchettes dans tout le pays. Ils ont bravement débrayé pendant deux jours au début de novembre, malgré l'adoption du projet de loi et un gouvernement conservateur majoritaire hostile qui s'est rapidement adressé à la commission du travail pour faire déclarer ce débrayage illégal.

Pendant ces deux jours, Mark et moi étions présents à la plus importante ligne de piquetage de Toronto, à Queen's Park. Nous étions en compagnie de plusieurs membres du CEN qui sont venus en Ontario pour exprimer leur solidarité contre ce projet de loi draconien.

Je sais que Mark aura beaucoup à dire sur ce conflit dans son rapport, mais je tiens à souligner qu'en tant que dirigeante nationale originaire de l'Ontario, je suis terriblement fière de la façon dont notre syndicat a pu bâtir une énorme coalition syndicale pour vaincre le projet de loi 28. Les syndicats des secteurs public et privé ont répondu à l'appel du SCFP pour créer un élan vers une grève générale. Nous avons contraint le gouvernement Ford à abroger la loi 28 quatre jours seulement après son adoption !

Soulignons que le CSCSO a passé des mois à préparer ses membres avant que nous arrivions au point de la réalisation de ce débrayage et de cette riposte en coalition. Le CSCSO avait obtenu un mandat de grève à 96 % sur un taux de participation de 80 % de ses membres. Il a interpellé ses membres dans une stratégie d'organisation très délibérée au cours des neuf derniers mois. Nous avons pu voir le fruit de ces efforts lorsque les membres ont si courageusement choisi de quitter le travail malgré l'adoption d'un projet de loi qui les menaçait personnellement d'énormes amendes (et menaçait le syndicat d'énormes amendes aussi). Je tiens à féliciter la présidente du CSCSO, Laura Walton, l'équipe de négociation du CSCSO et tout le personnel ontarien affecté au secteur pour avoir si bien positionné les membres du SCFP pour la victoire.

Je tiens à remercier le CEN, à titre de secrétaire-trésorière nationale, d'avoir débloqué des ressources pour cette lutte. Nous n'aurions pas été en mesure de repousser le gouvernement Ford si rapidement sans savoir que toutes les ressources du syndicat étaient derrière les membres du CSCSO. Parce que notre Conseil exécutif national a reconnu l'importance de cette lutte, nous avons également pu promettre le soutien de la caisse de grève à d'autres sections locales du SCFP qui se mobilisaient en vue d'une grève générale. La lutte contre le projet de loi 28 représente un moment important de

notre histoire, un moment où le SCFP a contribué à enchâsser davantage le droit à la libre négociation collective et le droit de grève dans la constitution canadienne. Et c'est en grande partie grâce au soutien des membres du SCFP de partout au pays.

Secours aux victimes de l'ouragan Fiona

En raison des ravages causés par la tempête tropicale Fiona, le CEN a approuvé par vote électronique des dons de 20 000 dollars chacun à deux organismes sans but lucratif, l'un à Terre-Neuve-et-Labrador et l'autre en Nouvelle-Écosse. De plus, le SCFP a versé des contributions à des organismes de l'Î.-P.-É. et des Îles-de-la-Madeleine, deux régions également touchées par la tempête.

Membres de Pivot Airlines détenus en République dominicaine

Je suis très heureuse de souligner la libération des deux membres du SCFP employés par Pivot Airlines qui ont été injustement détenus pendant plus de 230 jours. Cristina et Alex sont arrivés chez eux, en sol canadien, le 1^{er} décembre. Nos remerciements à tous les membres du SCFP qui ont fait pression pour leur rapatriement, ainsi qu'aux gens qui ont organisé une collecte de fonds pour les aider à s'acquitter de leurs obligations financières au Canada pendant leur détention.

Le point sur les négociations avec le personnel du SCFP

Nous n'avons pas encore conclu d'entente avec le SCDU ou Unifor 2013 (unité des personnes conseillères syndicales au Québec). Le SCD a déposé une demande de conciliation; les parties ont convenu de rencontrer le conciliateur désigné le 19 décembre.

Réorganisation des RH

De concert avec les dirigeants nationaux, le service des Ressources humaines a fait l'objet d'une réorganisation. Nous avons éliminé un poste de direction et deux postes d'agent(e) en relations de travail. Nous en sommes à intégrer trois postes de direction adjointe et un poste de commis au personnel, si le budget proposé est approuvé. Les trois nouvelles directions adjointes seront axées sur les domaines suivants : relations de travail; formation, avantages sociaux et élaboration des politiques; équité en matière d'emploi et dotation et recrutement du personnel. Ces nouvelles directions adjointes travailleront en collaboration avec la direction générale pour bâtir une solide équipe axée sur les priorités organisationnelles du SCFP.

Veuillez vous joindre à moi pour souhaiter la bienvenue à Alison Denis et Margot Pasley, qui ont accepté de s'occuper temporairement des deux nouveaux portefeuilles de direction adjointe aux RH jusqu'à ce que ces postes soient approuvés et affichés de manière permanente.

Projet pour un milieu syndical sécuritaire

Au cours de ce trimestre, les sous-groupes et le personnel ont poursuivi leurs travaux sur plusieurs facettes de ce projet. Nous avons présenté une formation de témoin à la

conférence du Conseil national des secteurs, ainsi qu'une intervention avec trois membres du Groupe de travail national pour un milieu syndical sécuritaire (GTNMSS).

Très tôt, le GTNMSS a identifié la nécessité d'intégrer des approches réparatrices à ses travaux sur les conflits au sein du syndicat. Ce trimestre, nous avons organisé des séances de sensibilisation aux approches réparatrices dans des rassemblements nationaux et régionaux, notamment au congrès de division du Manitoba. Les premières étapes pour piloter cette approche sont en cours dans diverses régions.

Le GTNMSS du CEN prévoit se réunir en personne en janvier à Toronto, à la suite d'une formation sur la lutte contre le racisme à l'intention du CEN. À cette réunion de janvier, le groupe de travail commencera à examiner les recommandations concernant un éventuel nouveau Bureau de l'ombudspersonne du SCFP ainsi qu'à esquisser les plans pour les prochains congrès de division.

ÉTATS FINANCIERS DU TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 2022

CAISSE GÉNÉRALE

État de la situation financière (bilan)

Actif : L'actif total de la Caisse générale au 30 septembre 2022 était de 348,3 millions de dollars, comparativement à 351,8 millions de dollars au 31 décembre 2021 et à 334,5 millions de dollars au 30 septembre 2021. Les postes d'importance sont détaillés ci-dessous.

Le solde bancaire au 30 septembre 2022 était de 18,7 millions, en hausse de 273 000 \$ par rapport au solde du 31 décembre 2021. Une partie de l'encaisse excédentaire sera transférée à nos placements généraux. Le solde bancaire inclut diverses réserves de liquidités destinées au congrès de 2023, aux prestations de retraite, au financement des avantages sociaux futurs, à l'entretien des propriétés et au Fonds pour les édifices régionaux.

Passif : Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 299,6 millions de dollars au 30 septembre 2022, comparativement à 305,2 millions de dollars au 31 décembre 2021 et à 287,6 millions de dollars au 30 septembre 2021.

Passif de capitalisation des avantages sociaux futurs : Au 31 décembre 2021, le SCFP avait inscrit le total du passif de 240,3 millions de dollars au bilan et avait atteint l'objectif de la feuille de route pour les avantages sociaux futurs établi en 2005. Malheureusement, depuis, les marchés boursiers ont connu un important ralentissement et les actifs mis de côté pour financer ce passif ont diminué de 15,3 millions de dollars en 2022. Même si nous avons continué à inscrire cette dépense conformément à la feuille de route, au 30 septembre 2022, le passif inscrit pour les avantages sociaux futurs avait chuté à 234,4 millions de dollars.

État du solde de la Caisse générale : Le solde de la Caisse au 30 septembre 2022 était de 48,7 millions de dollars et un montant de 3,6 millions de dollars de ce solde est restreint comme suit : 1,1 million de dollars à la Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales et 2,4 millions de dollars au Fonds pour les édifices régionaux. Les autres éléments qui composent le solde de la Caisse sont un investissement de 67,9 millions de dollars dans les immobilisations et un solde sans restriction négatif de 22,8 millions de dollars. En somme, tout l'avoir de la Caisse générale est affecté, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour des immobilisations.

État des résultats

Le surplus d'exploitation pour le cumul de l'année s'élève à 2,1 millions de dollars, comparativement à un déficit prévu de 4,9 millions de dollars.

Revenus : Les revenus de capitation sont supérieurs au budget de 3,8 millions de dollars et le revenu total est inférieur de 13 millions de dollars, surtout à cause d'une perte non réalisée de 19 millions de dollars dans nos comptes de placements.

Dépenses : Les dépenses totales sont inférieures au budget de 20 millions de dollars. Voici quelques faits saillants :

Les salaires sont supérieurs au budget de 1,1 million de dollars, les avantages sociaux courants sont supérieurs au budget de 1,1 million de dollars et les avantages sociaux futurs, excluant la provision pour ajouter les gains et pertes de placement au passif, sont supérieurs au budget de 2,9 millions de dollars. Les salaires sont supérieurs au budget principalement en raison de l'augmentation salariale négociée et au remplacement des vacances.

De façon cumulative, les autres dépenses d'exploitation, incluant les programmes, sont inférieures au budget de 6,1 millions de dollars.

1. Les dépenses consacrées aux déplacements sont inférieures au budget de 2 millions de dollars, surtout grâce à la diminution des voyages pour affaires.
2. Les dépenses des programmes des directions nationales sont inférieures au budget de 1,2 million de dollars, ce qui est dû surtout au moment où elles ont été engagées.
3. Les coûts fixes de dotation en personnel sont inférieurs au budget de 1 million de dollars, en grande partie parce que les déplacements en véhicule ont diminué jusqu'à maintenant cette année.
4. Les dépenses consacrées aux orientations stratégiques sont inférieures au budget de 1 million de dollars jusqu'à maintenant cette année.
5. Le coût du PAE est supérieur au budget de 424 000 \$.

CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE

État de la situation financière (bilan)

Actif : Au 30 septembre 2022, l'actif total s'élevait à 26,4 millions de dollars, comparativement à 23,3 millions de dollars au 31 décembre 2021 et à 22,4 millions de dollars au 30 septembre 2021. Le solde au 30 septembre 2022 était de 4,6 millions de dollars, en baisse de 1,7 million de dollars par rapport au 31 décembre 2021 et de 990 000 \$ par rapport au 30 septembre 2021. En outre, nous avons des placements totalisant 19,3 millions de dollars au 30 septembre 2022, en hausse de 4,6 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2021.

Passif : Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 708 000 \$ au 30 septembre 2022, comparativement à 1,8 million de dollars au 31 décembre 2021 et à 409 000 \$ au 30 septembre 2021. Nous avons aussi un passif de 10,3 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, passif qui est resté le même qu'au 31 décembre 2021. Enfin, nous devons 27 000 \$ à la Caisse générale au 30 septembre 2022.

Solde de la Caisse : Au 30 septembre 2022, le solde de la Caisse s'établissait à 15,3 millions de dollars, comparativement à 11,1 millions de dollars au 31 décembre 2021.

État des résultats

L'état des résultats affiche un excédent d'exploitation pour l'année à ce jour d'un peu moins de 4,2 millions de dollars, comparativement à un excédent de 20 500 \$. Cet excédent inclut une perte non réalisée dans les placements de 475 000 \$.

Revenus : La part de la capitation affectée à la Caisse était d'un peu plus de 10,5 millions de dollars à la fin du troisième trimestre, avec un peu moins de 3,5 millions de dollars provenant des fonds de campagne inutilisés des années précédentes et un peu plus de 150 000 dollars d'intérêts gagnés sur les placements. Les revenus totaux de la Caisse s'élèvent à 14,1 millions de dollars.

Dépenses : À la fin du troisième trimestre, les dépenses totales de la Caisse s'élevaient à 9,5 millions de dollars. Les dépenses sont détaillées ci-dessous.

Campagnes à frais partagés : Jusqu'à présent en 2022, le Conseil exécutif national a approuvé 5 099 724 \$ sur un budget annuel de 4,4 millions de dollars.

Grandes campagnes de recrutement : Les dépenses s'élèvent à 2 037 351 \$ contre un budget annuel de 4,25 millions de dollars.

Initiatives stratégiques nationales : Les dépenses s'élèvent à 1 454 552 \$ contre un budget annuel de 2,85 millions de dollars.

Initiatives stratégiques régionales : Les dépenses s'élèvent à 898 960 \$ contre un budget pour l'année de 2,375 millions de dollars.

On s'attend à ce que tous les postes de dépenses sous « grandes campagnes de recrutement », « initiatives stratégiques nationales » et « initiatives stratégiques régionales » augmentent au quatrième trimestre, car il y a généralement un retard dans la présentation des factures des divisions et des régions.

CAISSE NATIONALE DE GRÈVE

État de la situation financière (bilan)

Actif : L'actif total de la Caisse nationale de grève au 30 septembre 2022 s'élevait à 136 millions de dollars, en légère baisse par rapport au 31 décembre 2021. Cet actif était formé de 2,6 millions de dollars en liquidités, de 2,5 millions de dollars en capitation à recevoir et de 130,4 millions de dollars en placements.

Passif : Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer totalisant 1,3 million de dollars et un montant de 13 000 \$ dû à la Caisse générale.

Solde de la Caisse : À la clôture du troisième trimestre, le solde de la Caisse était de 134,6 millions de dollars.

État des résultats

La Caisse affiche un déficit de fonctionnement de 747 000 \$ pour la période se terminant le 30 septembre.

Revenu : Les revenus de capitation affectés à la Caisse étaient de 10,5 millions de dollars. Les revenus de placement ont subi une perte de 786 000 \$. Le montant total des revenus pour la période était de 9,7 millions de dollars.

Dépenses : Les dépenses de la Caisse totalisaient 7,5 millions de dollars se détaillant comme suit :

Dépenses consacrées aux grèves : 4 340 817 \$

Dépenses pour éviter une grève : 1 883 236 \$

Frais juridiques et d'arbitrage : 707,967 \$

Contestations judiciaires relatives aux droits de négociation : 589,183 \$

La Caisse a aussi des pertes non réalisées d'un peu moins de 3 millions de dollars.

GRÈVES, LOCK-OUT ET RÈGLEMENTS

Qc	5454	Société québécoise du cannabis	150	17 mai 22	
Qc	2614	Société des arrimeurs du Québec LOCK-OUT	81	15 sept. 22	
N.-É.	3912	Université Dalhousie	550	19 oct. 22	11 nov. 22
Ont.	3760	Ville d'Ottawa : brigadiers et brigadières n'ont pas franchi la ligne (CSCSO)	140	7 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	5519	ASP Incorporated (Toronto) Brigadiers et brigadières n'ont pas franchi la ligne (CSCSO)	399	7 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	16	Conseil scolaire du district d'Algoma	175	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	27	Conseil scolaire régional du comté d'Essex	305	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	65	Conseil scolaire catholique régional du Nord-Ouest, Conseil scolaire régional de Rainy River	331	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	218	Conseil scolaire public de Durham, École catholique de la région de Durham	4000	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	256	Conseil scolaire catholique de la région de Wellington, Conseil scolaire de la région Upper Grand, Caretaking Norwell Paul Metzger	330	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	895	Conseil scolaire régional Rainbow no 3	225	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	997	Conseil scolaire de la région de Trillium Lakelands	700	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1011	Conseil scolaire de la région de Halton	375	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1022	Conseil scolaire de la région de Hastings et Prince Edward	747	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1165	Personnel du Conseil scolaire de la région Near North et autres	315	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1176	Conseil scolaire de la région de Bluewater	260	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1196	Personnel du Conseil scolaire de la région de York	1175	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1202	Conseil scolaire catholique du comté de Renfrew	54	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1238	Conseil scolaire de la région de Lambton-Kent	1000	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1247	Conseil scolaire du comté de Renfrew	130	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1310	Conseil scolaire du comté de Simcoe	500	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1317	Conseil scolaire catholique de la région de Niagara	950	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1321	Conseil scolaire du comté de Renfrew	110	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1328	Personnel du Conseil scolaire catholique de la région de Toronto	2070	4 nov. 22	8 nov. 22

Ont.	1348	Conseil scolaire régional du comté d'Essex	240	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1358	Conseil scolaire catholique de la région de Windsor–Essex	600	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1369	Personnel du Conseil scolaire catholique de la région de Sudbury	56	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1453	Conseil scolaire catholique de la région de Peterborough, Victoria, Northumberland et Clarington	850	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1479	Conseil scolaire catholique de la région d'Algonquin et Lakeshore	950	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1480	Conseil scolaire de la région de Limestone	1250	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1483	Conseil scolaire catholique de la région de Dufferin–Peel	760	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1571	Personnel du Conseil scolaire catholique de la région de York	516	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1628	Conseil scolaire de la région de Peel	1200	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1734	Conseil scolaire de la région de York	3300	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	1939	Conseil scolaire de la région de Keewatin–Patricia	83	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	2026	Conseil scolaire catholique de la région de Dufferin–Peel	500	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	2331	Conseil scolaire catholique de la région de York	1800	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	2357	Conseil scolaire catholique d'Ottawa–Carleton	2054	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	2486	Conseil scolaire de la région de Lakehead	147	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	2512	Conseil scolaire catholique de la région de Waterloo	1200	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	2544	Conseil scolaire de la région de Peel	1350	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	2799	Conseil scolaire catholique de la région de Nipissing–Parry Sound, Conseil scolaire catholique Franco-Nord	113	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	3155	Conseil scolaire catholique de Toronto	70	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	3166	Conseil scolaire catholique de la région de Halton	430	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	3396	Conseil scolaire catholique de Hamilton–Wentworth	1030	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	3447	Personnel du Conseil scolaire catholique romain du comté de Bruce-Grey	400	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	3615	Conseil scolaire catholique de Huron–Perth	187	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	3987	Conseil scolaire catholique de Simcoe–Muskoka	194	4 nov. 22	8 nov. 22

Ont.	4148	Personnel du conseil scolaire catholique de Huron–Superior et de l'association Soo Arena	510	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	4153	Concierges du Conseil scolaire de Hamilton–Wentworth	550	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	4154	Conseil scolaire catholique anglophone de l'Est de l'Ontario (no 52)	721	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	4155	Conseil scolaire de district des écoles françaises de l'Est Ontarien no 65	255	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	4156	Conseil scolaire de Niagara	1725	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	4168	Conseil scolaire catholique de St. Clair	610	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	4186	Conseil scolaire catholique de London	1000	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	4222	Conseil scolaire de la région de Thames Valley	1845	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	4274	Conseil scolaire catholique du Nouvel Ontario	80	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	4297	Conseil des écoles catholiques du Centre-Est	150	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	4299	Conseil scolaire des écoles catholiques du Sud-Ouest	800	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	4340	Conseil scolaire catholique Centre-Sud	180	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	4400	Conseil scolaire de Toronto	16 24 4	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	4681	Conseil scolaire catholique du Nord-Est	154	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	4865	Conseil scolaire publique du Nord-Est de l'Ontario	247	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	5100	Conseil scolaire de Grand Erie	950	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	5200	Conseil scolaire catholique de la région de Halton	1050	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	5335	Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario	450	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	5476	Conseil scolaire catholique de la région de York	19	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	5555	Conseil scolaire de Kawartha–Pine Ridge	1943	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	5678	Conseil scolaire Upper Canada no 26	1480	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	7575	Aides-enseignant(e)s et aides-pédagogiques du Conseil scolaire de la région de Thames Valley	1766	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	7777	Conseil scolaire catholique de district des Grandes Rivières	100	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	8888	Conseil scolaire du Nord-Est de l'Ontario	175	4 nov. 22	8 nov. 22
Ont.	3906	Université McMaster	2856	21 nov. 22	
Qc	1690	Ville de Sainte-Julie - grève tournante	100	6 déc. 22	

RETARDS DANS LE PAIEMENT DE LA CAPITATION

Pour le trimestre terminé en septembre 2022, le total De la capitation en retard était de 11 536 299 \$, soit une augmentation de 3 478 980 \$ ou 43,18 % par rapport au trimestre précédent terminé en juin 2022. Le total des retards a augmenté de 24,48 % par rapport à septembre 2021.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

Alors que le quatrième trimestre de 2022 touche à sa fin, le Service de la TI poursuit ses travaux sur les plans approuvés pour la solution de gestion de l'information du SCFP, DocsSCFP, le système de gestion des ressources humaines Avanti, un nouveau système de gestion des griefs pour les relations de travail des RH et des améliorations au SGRM, tout en planifiant les travaux pour 2023.

Solution de gestion de l'information (GI)

Le SCFP va de l'avant avec la mise en œuvre d'une solution de gestion de l'information bilingue appelée (CUPEDocs | DocsSCFP), basée sur les outils Microsoft 365. La première phase du projet pour 2022 se concentre sur la mise en œuvre de cette solution en GI pour le SCFP national, dans le but de la déployer au bureau national et dans toutes les régions au cours de 2023.

Redéveloppement du système de capitation

Nous avons relevé des défis posés par ce projet, et nous analysons la suite de son développement. Nous devons peut-être prendre une pause de développement sur ce projet. Nous testons sa fonctionnalité et la précision des calculs dans divers scénarios complexes. L'échéancier de déploiement initial est reporté à la nouvelle année.

Améliorations du système de ressources humaines Avanti

Le projet des RH visant à améliorer le cadre de recrutement-intégration est lancé; l'équipe des RH procède à la dernière ronde de tests. Nous avons programmé des séances de découverte pour un nouveau module « temps et présences », avec une mise en œuvre prévue au deuxième trimestre de 2023.

Système de gestion des griefs, relations de travail

La mise en place de ce nouveau système est en cours et la première session de formation est déjà terminée. La mise en service est prévue pour décembre 2022.

Améliorations du Système de gestion des relations avec les membres (SGRM)

L'équipe de développement de la TI demeure concentrée sur le nouveau projet de caisse de grève dans le but d'automatiser les processus de flux de travail, ce qui permettra de remplir les formulaires en ligne, accélérant ainsi les processus d'approbation et de rapport en ligne. À terme, cela éliminera le problème de la gestion des formulaires papier, ainsi que

les retards occasionnés par la collecte des signatures et la réponse aux exigences en matière de rapports et de vérification.

La sortie complète du système de caisse de grève est provisoirement prévue pour le printemps 2023.

Dans le cadre de la stratégie de rapport informatique du SCFP, les utilisateurs finaux et les gestionnaires du SGRM recevront la capacité et les outils nécessaires pour exécuter des tableaux de bord analytiques et des rapports de style opérationnel et analytique. La première phase de ce projet consistait à construire un entrepôt de données déclaratives, ce qui est maintenant terminé. La deuxième phase présentera aux utilisateurs et utilisatrices du SGRM-ISL la capacité d'analyser et d'interroger les sections locales, les unités de négociation, l'organisation, les personnes conseillères nationales et les membres. La phase 2 en est encore à la phase de conception et de développement.

En octobre, l'équipe du développement de la TI, en collaboration avec la DOSR, a mis en ligne une amélioration du SGRM-ISL en ce qui concerne le suivi et la déclaration des campagnes de recrutement.

Infrastructure et sécurité informatique

Les environnements d'ordinateurs portables des utilisatrices et utilisateurs du SCFP continuent d'être mis à jour tous les quatre ans avec les derniers appareils, systèmes d'exploitation, systèmes de sécurité et applications Windows. Devant la recrudescence des menaces à la sécurité, il est impératif que nous continuions à améliorer les mesures de sécurité informatique et la vigilance du SCFP pour protéger les ressources informatiques, les utilisatrices et les utilisateurs du SCFP. Nous avons complété une batterie de tests sur une solution anti-logiciel malveillant pour les téléphones intelligents du groupe d'utilisateurs et d'utilisatrices du SCFP. À compter de janvier 2023, cette solution sera mise en œuvre pour les utilisateurs et utilisatrices du service de mobilité du SCFP. L'essai réussi de la politique de mot de passe amélioré a été effectué au sein du personnel de la TI. Le déploiement aux échelons supérieurs débutera en janvier, avec un déploiement complet au début de mars 2023.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

L'équipe de gestion immobilière poursuit la mise en œuvre et la gestion des mesures préventives contre la COVID afin d'assurer au maximum la sécurité du personnel et des membres qui utilisent nos bureaux. Ces mesures comprennent la désinfection quotidienne des points de contact, l'augmentation de la ventilation et de l'apport en air frais, la fourniture de masques et de désinfectant pour les mains, et la signalisation COVID.

Nous sommes en train de développer une nouvelle conception des bureaux, qui, selon nous, répondra mieux à nos besoins opérationnels. À la lumière des développements récents des marchés immobiliers et des nouvelles réalités mises en évidence par la pandémie, nous cherchons à améliorer nos installations et à mieux les aligner au

contexte actuel. Nous devrions être en mesure de mettre en œuvre de nouveaux concepts; nous avons plusieurs projets à venir, notamment à Oshawa, Sudbury et Dauphin.

Au cours du quatrième trimestre de l'année, nous cherchons à conclure un accord de renouvellement et d'agrandissement à New Glasgow, ainsi qu'à trouver de nouveaux locaux à Sydney et à Victoria. Nous étudions diverses options à Londres, Niagara et Edmonton.

Nous poursuivrons notre évaluation du marché immobilier de Regina afin d'examiner diverses solutions à long terme possibles pour le bureau régional de la Saskatchewan.

Nous avons récemment terminé les améliorations locatives de nos nouveaux locaux à Gatineau et nous continuons à travailler à l'agrandissement du bureau régional du Manitoba. Enfin, nous effectuons des investissements en capital dans plusieurs de nos propriétés, notamment du côté de la mise à niveau des systèmes de sécurité.

CONFÉRENCES ET ÉVÉNEMENTS

L'automne a été très occupé pour le SCFP, car nous avons organisé un plus grand nombre d'activités pour les membres et le personnel. Le SCFP a tenu la Conférence du Conseil national des secteurs du 3 au 6 octobre 2022, à Ottawa. Il s'agissait de la première conférence nationale en personne depuis le confinement pandémique de mars 2020. Ce fut un grand succès, avec 771 membres inscrits provenant de toutes les régions du pays.

Dans la foulée de cette conférence du conseil sectoriel, nous avons tenu la Réunion des comités du 31 octobre au 3 novembre 2022, au Centre des congrès de Vancouver. Il s'agissait de la première réunion en personne depuis 2018. Nous avons réuni les membres des comités, les membres du Conseil exécutif national et les personnes conseillères de nos dix-huit comités nationaux, tant pour des séances plénières que pour les réunions individuelles des comités. J'y ai transmis les salutations des dirigeants nationaux avant de m'envoler vers l'Ontario pour rejoindre Mark et l'équipe de négociation du CSCSO à la suite de l'annonce du projet de loi 28.

À la suite de la Réunion des comités de 2022, notre Direction des services nationaux a tenu une réunion de tout le personnel national et régional des services suivants : communications, droits de la personne, affaires juridiques, recherche et éducation syndicale. Le SCFP a embauché tant de gens ces dernières années ! Ce fut une occasion importante pour la direction, les directions des services et le personnel de se rencontrer en personne pour discuter des attentes et des processus de travail, en plus de collaborer et d'examiner les affectations à venir. Cette réunion a eu lieu au Intercontinental Toronto Centre du 28 novembre au 2 décembre 2022.

En 2023, en plus des prochaines réunions du comité exécutif national et du CEN, des réunions des comités nationaux et des réunions des services, le SCFP tiendra une conférence des femmes au Centre des congrès de Vancouver en mars. Notre congrès national aura lieu à Québec du 23 au 27 octobre 2023. Le personnel du SCFP travaille

dur à la planification et à la préparation de ces activités à venir. L'année 2022 a été incroyablement occupée, mais 2023 sera aussi mouvementée, avec de nombreuses occasions pour les membres de se réunir.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITES

Le Conseil de fiducie mixte a tenu sa dernière réunion de l'année les 29 novembre, 30 novembre et 1^{er} décembre. Les fiduciaires ont discuté, entre autres, des hypothèses et des méthodes pour l'évaluation actuarielle du RRES au 1^{er} janvier 2023. Ils ont aussi rencontré trois gestionnaires de placements du régime dans le but principal d'examiner les activités de placement de l'année et les stratégies pour l'année à venir.

Depuis le début de 2022, le ratio de solvabilité à la valeur du marché est passé de 86,7 %, après prise en compte de l'indexation de 2022, à un ratio estimé à 94,4 % au 1^{er} novembre 2022. Cela se compare à un ratio de solvabilité de 85,2 % à la date de l'évaluation actuarielle antérieure en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

En raison de la pandémie de COVID-19, les séminaires de planification préretraite de 2022 ont continué d'être dispensés par Zoom.

Le numéro automne 2022 du bulletin d'information du RRES sera distribué aux participantes et participants en décembre; il sera disponible sur le site Web du RRES au www.rres.ca.

Enfin, Samtou Tchamdja a été nommée nouvelle responsable administrative au service des retraites à compter du 16 janvier 2023.

Départs à la retraite

Sandra L. Lenuik, bureau régional de Kelowna, 1^{er} octobre 2022
Gilles Hamelin, bureau régional du Québec, 1^{er} janvier 2023
Pierre Handfield, Bureau régional du Québec, 1^{er} février 2023
Michelle A. Miller, bureau régional de l'Ontario, 1^{er} février 2023
Melina Etienne, Bureau régional de l'Ontario, 1^{er} février 2023
Kimberley A. McCaffrey, bureau régional des Maritimes, 1^{er} février 2023
Linda R. Crump, bureau régional de Lethbridge, 1^{er} février 2023
Michel Constantin, bureau régional du Québec – 1^{er} mars 2023
Kevin McConnachie, bureau de Prince George – 1^{er} avril 2023
Shawn Kilborn, bureau régional de l'Alberta, 1^{er} mai 2023
Russ Armstrong, bureau de Peterborough, 1^{er} juin 2023
Kevin Skerrett, Service de la recherche, de l'évaluation des emplois et de la santé-sécurité, 1^{er} février 2024

CONCLUSION

Alors que 2022 se termine, marquant également la fin de ma première année au poste de secrétaire-trésorière nationale, je tiens à souligner à quel point les membres du SCFP et le personnel de notre syndicat me rendent fière. Les membres continuent de se présenter chaque jour, pour leur communauté, leurs collègues et notre syndicat. Vous allez travailler dans les circonstances les plus difficiles, dans une pandémie qui n'est toujours pas terminée et dans un climat économique éprouvant, et votre militantisme, votre persévérance et votre engagement à bâtir notre syndicat et le mouvement syndical m'inspirent au quotidien. Je vous souhaite à tous et à toutes une bonne fin d'année et je vous offre ma gratitude pour votre confiance en moi. C'est un honneur d'être votre secrétaire-trésorière nationale.

Respectueusement présenté par,

La secrétaire-trésorière nationale,



CANDACE RENNICK

:mar/sec